



ANNEXE I

MODELE DE CONVENTION ETABLISSEMENT SCOLAIRE / FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY / LIGUE REGIONALE / CLUB PARTENAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'établissement scolaire dont le nom estsitué à
..... représenté par
Monsieur.....en qualité de

Ci-après dénommé « l'établissement scolaire »

De première part

ET

La Fédération Française de Rugby (FFR) située au 3-5, rue Jean de Montaigu,
91460 MARCOUSSIS, représentée par Monsieur Florian GRILL, son Président,

Ci-après dénommée « La FFR »

De deuxième part

ET

La Ligue Régionale de..... située à
..... représentée par
Monsieur.....en qualité de

Ci-après dénommée « La Ligue »

De troisième part

Le Club¹, désigné comme support du Pôle Espoirs Rugby dont le siège
social est situé (Code FFR de l'Association : ; Code
FFR de l'organisme régional), représenté par
Madame/Monsieur....., en qualité de, dûment
habilité(e) à l'effet des présentes

De quatrième part

Ci-après dénommées conjointement les Parties

Préambule :

Les Pôles Espoirs Rugby (ci-après dénommées « Pôles Espoirs ») ont pour objectif principal la préparation des jeunes joueurs aux exigences du rugby de haut niveau, tout en leur permettant de suivre une formation scolaire, professionnelle ou universitaire

Aussi, afin de favoriser l'accessibilité à ces structures et la réussite dans la réalisation d'un projet de vie de ce double projet, professionnel et sportif, chaque Pôle Espoirs de la FFR est intégré au sein d'un établissement scolaire, selon un maillage géographique défini dans le Projet de Performance Fédérale (PPF) de la FFR.

Par cet accord, les signataires souhaitent affirmer leur volonté de s'associer au projet de vie du sportif en lui offrant les meilleures conditions d'entraînement, de formation, de suivi et de compétition, tout en lui permettant d'effectuer une scolarité compatible avec sa carrière sportive.

Article 1 : Objet

La présente convention (ci-après désignée la « Convention ») a pour objectif de déterminer le cadre général des relations (entre la FFR, l'établissement scolaire, la Ligue Régionale et le club partenaire) nécessaires au fonctionnement optimal des Pôles Espoirs Rugby.

Article 2 : Comité de pilotage

2.1 : Composition

Un Comité de pilotage des Pôle Espoirs est créé.

Il est composé :

- Du Vice-Président de la FFR en charge de la Formation ;
- Du Directeur Technique National ;
- Du représentant des Chefs d'établissements ;
- Du représentant des Managers des Pôles Espoirs ;
- Du représentant des Managers PPF ;
- Du représentant des Responsables administratifs et financiers en charge des Pôles Espoirs ;
- Du représentant des Directeurs Techniques de Ligue ;
- D'un représentant des Associations des clubs partenaires.

2.2 : Attributions

Le comité de pilotage des Pôles Espoirs a pour objectif principal de permettre à chaque acteur d'échanger et de proposer des évolutions visant à améliorer le dispositif mis en œuvre.

A cet effet, il assure un suivi et une évaluation continue du dispositif.

Il évaluera notamment :

- L'efficacité sportive du Pôle Espoirs au travers des résultats sportifs et des sélections ;
- L'efficacité scolaire du Pôle Espoirs au travers des résultats scolaires ;
- La qualité des aménagements prévus dans la présente convention ;
- L'efficacité d'éventuels dispositifs locaux mis en œuvre ;
- La conformité de la structure avec le cahier des charges des Pôles Espoirs.

Article 3 : Dénomination de la structure

La présente convention détermine le cadre de fonctionnement de la structure suivante :

Pôle Espoirs Rugby de²

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une période d'une année scolaire.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties, par lettre recommandée envoyée avec accusé de réception au minimum 6 mois avant la fin officielle de la saison sportive (30 juin).

Article 5 : Principe du double projet

² Indiquez la ville de situation

La mise en œuvre du double projet doit permettre aux sportifs du Pôle Espoirs de bâtir un projet de vie intégrant une pratique intensive du rugby et une activité professionnelle.

Ceci implique de la part de chaque sportif de faire preuve d'une assiduité scolaire maximum, tout en supportant une charge d'entraînement importante.

L'imbrication de ces activités dans l'emploi du temps du joueur est au centre de la réussite du dispositif d'une part et de son équilibre physique et psychologique d'autre part.

Dans ces conditions, chaque partie s'engage à conduire une veille permanente, sur l'état de fatigue, sur les signes d'un décrochage scolaire, ou sur les baisses de performance sportive afin de pouvoir procéder le cas échéant à des ajustements d'activités.

Article 6 : Concertation des acteurs

Afin de garantir la réussite du double projet, chaque acteur de la formation du joueur s'engage à collaborer et à œuvrer en concertation les uns avec les autres.

A ce titre il est convenu l'organisation d'une réunion trimestrielle de concertation en vue de favoriser les échanges et adapter les situations aux différentes évolutions constatées.

Ces réunions concerneront au minimum :

- Le Manager du Pôle Espoirs ;
- Le manager PPF ;
- Le responsable administratif de l'Académie ;
- Le Proviseur de l'établissement scolaire ou son représentant.
- Le professeur EPS
- Un représentant de chaque club partenaire au sein du Pôle Espoirs.

Article 7 : Intervention de prestataires extérieurs dans le cadre du Pôle Espoirs

L'intervention de prestataires extérieurs (par exemple médecin, kinésithérapeute, podologue, diététicien, préparateur physique, intervenants sportifs...) doit être strictement prévue et encadrée.

A cet effet, une liste de prestataires extérieurs est établie par la FFR et mise à disposition sur simple demande.

Il est convenu que ces intervenants, ainsi définis, pourront intervenir au sein du Pôle Espoirs durant la durée de la présente convention.

Toute autre intervention spécifique de prestataires extérieurs, devra faire l'objet d'une validation de la FFR, et d'une formalisation particulière au moyen d'une convention signée par la FFR, le chef d'établissement et le prestataire.

Article 8 : Responsabilité / Assurance

8.1 Sportifs

Tout sportif du Pôle Espoirs est titulaire d'une licence à la FFR en cours de validité et bénéficie à ce titre de l'assurance attachée à sa licence, dans le cadre de toutes activités en lien avec le Pôle Espoirs, notamment :

- Déplacements ;
- Entraînements ;

- Réunions ;
- Compétitions.

En revanche, pour toutes activités attachées à sa scolarité sont exclues du périmètre de la couverture assurantielle liée à la licence.

Le club doit s'assurer de la sécurité des déplacements des joueurs et prendre en charge la nuitée et la restauration si'il ne peut rejoindre son internat à temps.

Le chef d'établissement doit s'assurer de la sécurité du joueur lors de sa présence à l'internat et au sein de l'établissement scolaire.

8.2 Intervenants :

Manager du Pôle Espoirs :

Le Manager de Pôle peut avoir différents employeurs :

- S'il est professeur d'EPS, il relève du Ministère de l'Education Nationale.
- S'il est salarié de la FFR ou de la Ligue Régionale, le Manager de Pôle relève de la Fédération Française de Rugby ou de la Ligue Régionale.
- S'il est cadre technique, le Manager de Pôle relève du Ministère des Sports et de la FFR.

Pour toutes activités exceptionnelles réalisées sur demande de la FFR, une convocation officielle est établie par la Fédération.

Intervenants extérieurs :

Tout prestataire extérieur tel que prévu à l'article 7 susvisé interviendra au sein du Pôle Espoirs sous la responsabilité du Manager du Pôle Espoirs dans le respect des dispositions du VI.a du Cahier des charges des Pôles Espoirs Rugby.

Il devra préalablement à toutes interventions, justifier d'une assurance professionnelle relative à son activité.

Article 9 : Sportifs Espoirs.

Le Pôle Espoirs est une structure du PPF, en conséquence, et en application des dispositions de l'article D.221-21 du Code du Sport, tout sportif intégrant cette structure peut bénéficier d'une inscription sur les listes ministérielles des sportifs Espoirs prévus à l'article R.221-11 du code susvisé.

Les parties reconnaissent les spécificités de ce statut particulier et décident de collaborer à ce titre, à la mise œuvre :

- D'une formation scolaire ou universitaire aménagée, ou adaptée en application des articles L.331-66 ou L.611-4 du code de l'éducation ;
- D'une surveillance médicale répondant aux conditions prévues par l'article L231-6 du code du sport.

Article 10 : Accueil au sein de l'établissement scolaire

Afin de leur permettre d'intégrer l'établissement scolaire support du Pôle Espoirs, les sportifs devant intégrer le Pôle Espoirs ne sont pas soumis à la carte scolaire.

Tout sportif qui l'intègre doit s'inscrire dans l'une des formations scolaires proposées par l'établissement scolaire support à savoir³ :

- Secondes, premières, terminales générales ;
-
-
-
-

Dans un souci d'optimisation du suivi et de mutualisation des moyens, les sportifs du Pôle Espoirs sont regroupés au sein de l'établissement scolaire support défini par la FFR.

Après accord de la Direction Sportive, il est convenu qu'un sportif aura la possibilité de suivre dans un autre établissement, un enseignement scolaire non délivré au sein de l'établissement support à savoir :

1) Etablissement scolaire annexe :

Formation concernée :

2) Etablissement scolaire annexe :

Formation concernée :

Article 11 : Suivi Scolaire

En application de l'article XII.a du Cahier des charges des Pôles Espoirs, le suivi d'une formation scolaire par le sportif est de la responsabilité du chef d'établissement en étroite collaboration avec le Manager du Pôle Espoirs.

Il est par conséquent convenu qu'il revient à l'équipe pédagogique du lycée, d'assurer le suivi scolaire des sportifs en collaboration avec le Manager du Pôle Espoirs qui est également le responsable des études.

A ce titre, le Manager du Pôle Espoirs en collaboration avec les professeurs principaux devra :

- Coordonner la mise en œuvre des aménagements scolaires prévus à l'article 9 de la présente convention en :
 - o Participant à la constitution d'un emploi du temps tenant compte des contraintes d'entraînement, de récupération et de participation aux compétitions spécifiques ;
 - o Participant à l'adaptation des démarches pédagogiques, à la personnalisation des enseignements ;
 - o Assurant la mise en œuvre de cours de soutien ou de sessions de formation de rattrapage ;
- Assister aux conseils de classe des sportifs du Pôle Espoirs ;
- Assurer une communication avec les parents d'élèves sportifs du Pôle Espoirs. .

Article 12 : Aménagement scolaire

Les autorités académiques devront valider le dispositif d'aménagement scolaire décrit ci-après, lequel peut être défini au moyen d'une convention particulière.

³ Renseigner l'intégralité des formations dispensées, accessibles aux sportifs du Pôle Espoirs. .

Les élèves inscrits dans un Pôle Espoirs bénéficient d'un temps scolaire aménagé et individualisé.

L'emploi du temps des élèves membres d'un Pôle Espoirs doit être réalisé en début d'année scolaire en considération des demandes d'aménagement formulées par le Manager.

L'emploi du temps peut être modifié en cours de saison au regard de circonstances exceptionnelles en collaboration avec l'équipe pédagogique et le Manager du Pôle Espoirs.

L'organisation de l'emploi du temps doit permettre à l'élève sportif de suivre l'enseignement scolaire dispensé dans la formation choisie, tout en lui permettant de participer aux sessions d'entraînement organisées, indispensables au développement de ses capacités sportives.

Au regard du rythme imposé par cette double formation, il est convenu de prévoir dans l'emploi du temps de l'élève inscrit au Pôle Espoirs, l'intégration de temps libres suffisants.

L'efficacité des aménagements fera chaque année l'objet d'une évaluation par le comité de pilotage des Pôle Espoirs.

Les parties conviennent que toute activité planifiée du sportif doit débuter au plus tôt à 6h00 et se terminer au plus tard à 21h00.

Les différents aménagements seront mis en œuvre sous les formes suivantes :

- Concernant le cursus de formation de l'élève : Aménagement des temps et des plages d'entraînement, annualisation des enseignements, étalement du cursus, enseignements massés, e-learning etc...
- Concernant la structuration de la classe : Composition des classes, effectifs réduits, groupes de besoins...
- Concernant les dispositifs de suivi et d'accompagnement : Aide méthodologique, soutien, préparation aux examens, rattrapage, utilisation des techniques d'information et de communication de l'enseignement...

Au regard des éléments susvisés, il est convenu de mettre en œuvre l'aménagement scolaire suivant :

[Détailler l'aménagement scolaire convenu]

-
-
-

Article 13 : Enseignement de l'EPS / Option sport

[Détailler le dispositif particulier d'enseignement de l'EPS]

Article 14 : Bilan et orientation

L'orientation des élèves sportifs doit faire l'objet d'une attention particulière.

Les bilans et orientations du sportif sont établis en coordination avec les conseillers d'orientation de l'établissement, le psychologue du lycée et le cas échéant de la structure sportive, le professeur principal, et le Manager.

En application du cahier des charges, il est convenu d'établir un bilan d'orientation à l'entrée du joueur au Pôle Espoirs, et lors de chaque classe à orientation.

Article 15 : Convention particulière

Des conventions particulières prévoyant des aménagements, moyens, financements autres, etc... aux profits des sportifs du Pôle Espoirs, pourront être conclues avec le rectorat, la DRDJS, les collectivités ou d'autres partenaires.

Une copie de toute convention signée aux profits des joueurs du Pôle Espoirs est adressée à la Direction Sportive de la FFR pour information. Par là même, les sommes concernées sont reportées dans les documents de suivi comptable par la personne en charge du suivi administratif et financier du Pôle Espoirs.

Article 16 : Hébergement et restauration des sportifs

L'hébergement des sportifs et la restauration doivent être conforme aux dispositions du cahier de charges des Pôle Espoirs.

L'hébergement des sportifs au sein même de l'établissement scolaire (internat) est facultatif et à la charge des familles. Les situations particulières seront examinées par la Commission Nationale des Pôle Espoirs FFR.

Il est convenu que l'établissement, s'engage à favoriser l'accueil des jeunes sportifs du Pôle Espoirs désireux de séjourner au sein de l'internat de l'établissement.

En outre, il est convenu la mise en œuvre du dispositif particulier prévu à l'article X.e du cahier des charges des Pôle Espoirs, visant à permettre au sportif de bénéficier d'une qualité et d'une quantité de nourriture suffisante pour assurer les dépenses énergétiques liées à son activité sportive.

La FFR participe au coût attaché à la mise en œuvre de ce dispositif.

Les collations mises en place à destination des sportifs de Pôle Espoirs devront être prises au sein de⁴ :
.....

Article 17 : Entraînements sportifs

Article 17.1 : Structures d'entraînement

Les structures d'entraînement mises à la disposition des sportifs sont conformes à l'article VII du cahier des charges des Pôle Espoirs.

Il est convenu de prévoir l'accessibilité des structures d'entraînement durant le créneau horaire défini par la Direction Sportive de la FFR à savoir 7h00 / 19h00.

Les structures d'entraînement mises à disposition sont définies ci-dessous :

[Détailler la nature des structures mises à disposition de l'Académie et les créneaux horaires]

- Terrain de rugby situé :, mis à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Vestiaires situés : mis à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Piste d'athlétisme située : mise à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....

⁴ Préciser le lieu convenu des collations

- Gymnase situé : mis à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Salle de musculation située : mise à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Salle de vie du Pôle située : mise à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Piscine située : mise à disposition du Pôle Espoirs du.....au.....
- Autres :

Afin de s'assurer de la conformité des structures d'entraînement mises à disposition, avec le cahier des charges des Pôle Espoirs, elles feront l'objet d'une évaluation régulière de la Direction Sportive.

Article 17.2 : Matériel d'entraînement

Le matériel d'entraînement énuméré ci-dessous, utilisé par le Pôle Espoirs, est la propriété de la FFR :

[Détaillez le matériel]

- Ballons ;
- Boucliers ;
- sac à placage ;
- joug
- ...
-

Tout autre matériel d'entraînement utilisé par le Pôle Espoirs est la propriété de l'établissement scolaire ou d'une autre structure (à définir) et est à ce titre mis gracieusement à disposition, le cas échéant, selon les créneaux d'utilisation définis ci-dessous :

[Détaillez le matériel, le propriétaire et les créneaux d'utilisation]

-
-
-

Chaque utilisateur doit respecter le matériel utilisé.

L'établissement scolaire est également responsable du matériel de la FFR, hébergé au sein de sa structure.

Article 17.3 : Individualisation de la formation sportive

La formation sportive du joueur est de la responsabilité du Manager du Pôle Espoirs. Celle-ci doit intégrer les spécificités techniques, physiques et mentales du joueur et respecter le programme établi par la Direction Sportive de la FFR.

L'individualisation de la formation sportive impactant dans certains cas l'emploi du temps spécifique d'un joueur, le Manager donnera à l'équipe pédagogique ainsi qu'à chaque acteur de la formation du joueur, toutes informations susceptibles de les concerner. Le plan de développement du joueur est formalisé dans un document appelé Plan Individuellement et alimenté chaque trimestre par le Manager PPF et les intervenants de la formation du joueur.

Article 17.4 : Suivi sportif

Le suivi sportif est réalisé par le Manager du Pôle Espoirs, avec le concours éventuel de l'adjoint du Pôle Espoirs. Ils veilleront à transmettre aux professeurs référents, dans les meilleurs délais, toutes informations susceptibles d'entraîner des répercussions sur les temps de formation ou l'équilibre des sportifs.

Par là même le responsable du suivi sportif informera le médecin du Pôle Espoirs ainsi que le club concerné, de la charge d'entraînement du joueur et des performances de ce dernier afin d'optimiser sa prise en charge médicale ou de réguler la charge de travail et de faciliter le retour en club pour les rencontres du Week-End.

Afin d'être accessible par tous, et ainsi optimiser le suivi du joueur inter-structures, le suivi sportif devra être matérialisé sur le logiciel de la FFR.

Article 17.5 : Intervenants spécifiques

En vue d'optimiser la formation sportive du joueur du Pôle Espoirs , le Manager peut solliciter l'intervention de spécialistes.

Toute intervention de ce type devra être réalisée dans le respect des dispositions des articles 7 et 8.2 de la présente convention.

Ces interventions pourront être réalisées de manière bénévole ou en contrepartie d'une prestation facturée.

La FFR prend en charge une partie des frais inhérents à l'intervention de spécialistes.

Cette participation financière sera demandée par le Manager du Pôle Espoirs au moyen du tableau de déclaration des intervenants, annexé au cahier des charges des Pôles, qui est pris en compte dans le calcul de la subvention versée annuellement, par la FFR au Club de rattachement du Pôle Espoirs

Article 18 : Suivi administratif et financier

Le suivi administratif et financier relève de la responsabilité du Club au sein de laquelle est située le Pôle Espoirs.

La personne ressource FFR désignée à ce titre :

- Réalise le budget prévisionnel du Pôle Espoirs
- Réalise le compte de résultat du Pôle Espoirs ;
- Est destinataire de tous devis, factures, bon de commandes réalisées pour le compte du Pôle Espoirs
- Effectue les commandes et paiements correspondants ;
- Est l'interlocuteur de l'établissement scolaire pour toutes questions liées au suivi budgétaire et comptable ;
- Est l'interlocuteur de la FFR concernant le suivi budgétaire, comptable et financier du Pôle Espoirs
- Assure le traitement des aides fédérales prévues à l'article 16 de la présente convention ;
- Autre (précisez) :

Il a également la responsabilité des échanges avec les collectivités et organes déconcentrés de l'état pour constituer et finaliser les dossiers de demandes de subventions particulières.

Article 19 : utilisation de l'image du Pôle Espoirs et de celle de ses sportifs.

L'image positive véhiculée par le Pôle et les sportifs de haut niveau constitue un vecteur de communication pouvant participer à la promotion de l'établissement scolaire, de l'association affiliée, de la Ligue régionale et de la FFR.

A ce titre, l'établissement scolaire ainsi que le club ont la possibilité de communiquer sur leur qualité de PERF dans le cadre défini ci-dessous :

- Utilisation du logo officiel « FFR – Pôle Espoirs Rugby » ;
- Absence de toute association à une marque commerciale ;
- Validation préalable de la FFR, de toute communication utilisant la référence aux Pôles Espoirs.

En outre, le collège, le lycée, le club, le comité départemental ou de la Ligue ont la possibilité d'utiliser l'image des joueurs, dans les conditions prévues par la charte du joueur du pôle et sous réserve de recueillir préalablement l'accord écrit de chaque joueur concerné ainsi que celui de ses représentants légaux.

Si cet accord est accordé, il est formalisé dans la charte du joueur du pôle. À défaut d'accord, aucune utilisation de l'image du joueur n'est autorisée.

Article 20 : Protection des données à caractère personnel

Article 20.1 : Champ d'application et qualification des Parties

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chacune des Parties sera amenée à traiter des données à caractère personnel (ci-après dénommées les « Données Personnelles »).

Chacune des Parties s'engage à collecter et à traiter toute Données Personnelles en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données (ci-après « Règlementations Applicables »), et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données Personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Les Parties reconnaissent expressément agir en qualité de responsables conjoints du traitement au sens de l'article 26 du RGPD pour la stricte mise en œuvre des traitements au sein de cette Convention, soit pour l'ensemble des opérations de coordination et de pilotage du projet PERF.

Article 20.2 : Obligations des Parties

Chaque Partie s'engage à traiter les données conformément aux dispositions de la Règlementation Applicable, notamment en garantissant la licéité de la collecte des Données Personnelles qu'elle traite dans son périmètre d'action et la confidentialité du traitement des données à caractère personnel et, le cas échéant, des données sensibles au sens de l'article 9 du RGPD. Les Parties s'engagent à ne permettre l'accès aux informations médicales ou personnelles qu'aux seules personnes légalement habilitées à en traiter. Toute transmission d'information entre les Parties devra s'effectuer par des moyens sécurisés et ne pas être conservé pour une durée supérieure à celle nécessaire au traitement dont il est question.

Les Parties restent responsables des sous-traitants auxquels elles font appel et s'engagent à s'assurer de la conformité RGPD de ces derniers aux Règlementations Applicables.

Les Parties conviennent de la répartition de leurs obligations respectives suivantes :

Information des personnes concernées. La FFR a la charge de délivrer l'information requise par les articles 13 et 14 du RGPD aux joueurs et à leurs représentants légaux à travers la signature de la Charte du joueur.

Conformément à l'article 26.2 du RGP, les grandes lignes de la répartition des responsabilités sont mises à la disposition des joueurs et de leurs représentants légaux dans la Charte du joueur figurant en annexe du Cahier des charges et à l'Annexe A de la présente convention.

Exercice des droits des personnes concernées. Les Parties conviennent du point de contact suivant pour toute demande d'exercices de droit en matière de protection des données ou pour toute information complémentaire relative au traitement de leurs données : protection.donnees@ffr.fr. Ainsi, la FFR reconnaît être le point de contact principal pour l'instruction des demandes d'exercice de droit. Chaque Partie s'engage à coopérer et prêter assistance à la FFR afin de garantir le traitement effectif de chaque demande d'exercice de droits dans le délai légal d'un mois imposé par le RGPD.

Article 21 : Suivi médical

La surveillance médicale des sportifs du Pôle Espoirs doit être conforme aux dispositions de l'article L.231-6 du Code du sport.

Article 21.1 : Etat de santé du joueur

Avant chaque rassemblement **du Pôle Espoirs**, le joueur (ou le médecin du club) est tenu d'informer le manager et le médecin **du Pôle Espoirs** de toute maladie et/ou blessure susceptible d'impacter la semaine de travail du joueur.

Consécutivement à cette information, en collaboration avec les médecins **du Pôle Espoirs** et du Club, des mesures spécifiques seront prises à l'égard du joueur.

Les responsables pédagogiques ainsi que l'encadrement sportif devront être informés, le cas échéant, dans les meilleurs délais.

Article 21.2 : Visites médicales

Un suivi médical du sportif **du Pôle Espoirs** est réalisé tout au long de sa formation.

Ce suivi médical est formalisé par le médecin **du Pôle Espoirs** sur un document de suivi soumis au secret médical ainsi que sur le Dossier Médical Informatisé (DMI).

Ainsi, le médecin **du Pôle Espoirs** est tenu d'effectuer une permanence, au sein **du Pôle Espoirs**, tous les lundis, afin que le sportif puisse, dès le début de la semaine, faire état :

- Du temps de jeu et de l'intensité de la rencontre disputée durant le week end ;
- D'éventuelles blessures ;
- D'éventuelles maladies ;
- De toutes autres informations devant être portée à la connaissance du Médecin.

Les conclusions individuelles du médecin **du Pôle Espoirs**, à l'issue de ces visites seront communiquées au Manager **du Pôle Espoirs** afin que ce dernier puisse adapter la charge d'entraînement du joueur en fonction de son état de forme.

En outre, le médecin pourra être disponible pour une seconde visite de contrôle, le mercredi :

- Pour tout joueur ayant déclaré une blessure le lundi précédent ;
- Préalablement à tout retour à la pratique sportive faisant suite à une blessure/maladie.

Article 21.3 : Examens médicaux

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le sportif **du Pôle Espoirs** doit effectuer les examens médicaux annuels prévus par les Règlements Généraux de la FFR.

Ces examens sont organisés par le médecin **du Pôle Espoirs** en collaboration avec le Manager.

Par ailleurs, dans le cadre de la surveillance hebdomadaire, le médecin pourra être amené à prescrire des examens complémentaires (Radiographies, IRM, échographies...), dans la mesure du possible en dehors des heures scolaires.

Pour donner suite à cela, le médecin, le Manager **du Pôle Espoirs** assurera la prise de rendez-vous et le transport du sportif vers le lieu de l'examen.

Article 21.4 : Soins

Les joueurs le nécessitant doivent pouvoir se rendre dans les établissements de santé afin de se voir prodiguer d'éventuels soins prescrits.

En application de l'article VI.c du cahier des charges minimum, **le Pôle Espoirs** justifie du rattachement à un cabinet paramédical de Kinésithérapie afin de permettre aux joueurs de bénéficier de soins de manière prioritaire. Ce rattachement est formalisé dans une convention.

Le Pôle Espoirs et le Lycée, peuvent néanmoins signer avec du personnel qualifié à cet effet, une convention visant à permettre aux sportifs de bénéficier de soins directement dans l'enceinte du **lycée**. **Cette** convention devra être le cas échéant, conforme aux dispositions de l'article 7 de la présente convention.

Tous les acteurs de la formation doivent être informés des plages horaires consacrées par un joueur aux soins prescrits par le médecin **du Pôle Espoirs**.

Article 21.5 : Confidentialité des informations médicales personnelles

Conformément à l'article 4 du code de déontologie médicale, article R.4127-4 du code de la santé publique, le contenu du dossier médical du joueur est strictement confidentiel et est soumis au secret médical. Les informations médicales personnelles ne peuvent être consultées ou communiquées qu'aux professionnels de santé habilités à en connaître dans le cadre de l'exercice de leur mission de suivi médical des joueuses et de surveillance médicale règlementaire.

A cette seule fin, et dans la limite du secret médical partagé, le médecin du PERF peut partager les informations strictement nécessaires avec le médecin du club du joueur et avec le Médecin Président du Comité Médical de la FFR ou son médecin délégué.

Toute communication d'informations médicales doit intervenir dans le respect des obligations de confidentialité et de protection des données définies à l'article 20.

Article 22 : Confidentialité et devoir de réserve

Les acteurs de la formation sont susceptibles de disposer d'informations particulières sur les sportifs **du Pôle Espoirs**. A ce titre ils s'engagent à ne divulguer aucune information personnelle du sportif, susceptible d'être sollicitée par des personnes extérieures (Adversaires potentiels, Agents sportifs, Parieurs...)

En outre, les acteurs de la formation s'engagent, en cas d'intervention publique, particulièrement à destination des sportifs **du Pôle Espoirs** (sur tout support, y compris réseaux sociaux), à adopter un discours loyal et objectif, non désobligeant envers un licencié, un club, un dirigeant ou un officiel de match et non préjudiciable à l'image, la réputation ou les intérêts du Rugby ou de la Fédération Française de Rugby.

Article 22 : Comportements répréhensibles

Tout acteur de la formation du joueur qui aurait connaissance d'un comportement répréhensible adopté par un joueur du Pôle Espoirs (disciplinaire, dopage, paris sportif...), qui contreviendrait au règlement intérieur de l'établissement, à la charte du joueur du Pôle Espoirs ou à toute autre disposition législative ou règlementaire en vigueur, s'engage à en informer sans délai le Manager qui en informera la FFR.

ANNEXE A

GRANDES LIGNES DE L'ACCORD DE RESPONSABILITE CONJOINTE

La Fédération Française de Rugby (FFR), la Ligue Régionale de rugby, les établissements scolaires et les clubs accueillant les joueurs (les « Parties ») ont souhaité affirmer leur volonté d'offrir les meilleures conditions d'entraînement, de formation, de suivi et de compétition aux joueurs des Pôles Espoirs de Rugby, tout en leur permettant d'effectuer une scolarité compatible avec leur pratique sportive intensive. Par cet accord, les Parties se sont donc associées en tant que responsables conjoints de traitement afin de favoriser l'accessibilité et la réussite d'un double projet professionnel et sportif. Par cet accord, les Parties. Les présentes lignes valent grandes lignes au sens de l'article 26 du RGPD.

Cette responsabilité conjointe porte sur les traitements nécessaires au suivi de la scolarité, du parcours sportif, de l'adaptation de l'emploi du temps et à l'organisation du suivi médical réglementaire des joueurs, ainsi qu'à la coordination entre les différents intervenants de chacun de ces domaines qui seront sollicités dans le cadre de votre double projet professionnel et sportif.

Les joueurs peuvent exercer leur droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité auprès du Délégué à la Protection des Données (DPO) de la FFR à l'adresse suivante : protection.donnees@ffr.fr.

Les demandes portant exclusivement sur des éléments relatifs au suivi scolaire sont à instruire auprès de l'établissement scolaire concerné.

Chaque Partie ne traite que des données nécessaires à l'exercice de leur mission dans le cadre du PERP et met en œuvre, les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires afin que les données qui leur sont confiées ne soient accessibles qu'aux personnes dûment habilitées à en prendre connaissance. Les Parties s'engagent ainsi à garantir la confidentialité et la sécurité des données auxquelles elles ont accès.